

CRISE. PHASE QUATRE

<<La crise ? mais ça fait quinze ans qu'on est dedans >. A l'inévitable question du journaliste (<<Le lundi noir boursier va-t-il, comme le Jeudi noir de 1929, déclencher une crise mondiale?>>) répond l'inévitable agacement des macroéconomistes... et des dizaines de millions de chômeurs, de l'Europe au Tiers Monde, que l'on avait oublié d'informer que "L'Après-Crise a commencé". Alors ? Fluctuation dans une économie maussade ou avortement prématuré d'un nouveau cycle long ? Difficile de répondre sans prendre un peu de recul par rapport à une histoire inachevée.

Nous vivons en effet une de ces crises majeures, prolongées, telles que le capitalisme en a déjà connues à la fin du XIXe siècle et dans les années 30-40. Ces crises majeures marquent à la fois la rupture des régularités anciennes et la recherche tâtonnante d'un nouveau modèle de développement, de nouveaux modes de régulation. Processus expérimentaux, où les élites, les mouvements politiques et sociaux essaient d'abord tout naturellement de revenir à l'ancien qui se meurt, puis de porter au jour du nouveau. Or, bien des innovations, contradictoires, sont a priori possibles. En sorte qu'une crise majeure se découpe elle-même en phases, avec des embryons de nouvelles logiques, qui échouent ou se développent, avec de petites crises à l'intérieur de la grande.

Si l'on convient de dater du premier choc pétrolier l'ouverture de la crise manifeste du modèle de développement central d'après-guerre, souvent appelé "fordiste", alors il y eut d'abord une "phase zéro", celle de l'érosion de l'Age d'Or du fordisme. De 1967 à 1973 se désagrègent souterrainement: et l'efficacité des principes d'organisation taylorienne du travail, qui semblaient garantir des gains de productivité indéfinis, et la relative autonomie d'économies nationales qui régulaient sur leur propre territoire, en organisant la hausse des revenus salariaux, l'imitation du modèle de croissance américain.

Très logiquement, face au "choc" de la rente pétrolière en 1973, la réaction fut d'attendre que ça se tasse, et, en attendant, de sauvegarder la "demande effective". On peut donc qualifier cette première phase de "keynésienne". Les USA (de Nixon à Carter), l'Europe (de Schmidt à Chirac) cherchent à sauvegarder les anciens compromis sociaux et institutionnels qui avaient permis une croissance tirée par la demande des salariés. De 1974 à 1979, malgré la productivité qui faiblit et la rentabilité qui s'effondre, les revenus continuent une progression ralentie, la croissance reste largement positive, car les Etats acceptent de forts décisifs, les Banques Centrales, particulièrement celle des USA, comblent les déficits en ouvrant les vannes du crédit. Dans ce ciseau entre un modèle qui s'épuise et des comportements qui perdurent,

s'engouffrent les Nouveaux Pays Industriels. Argent facile pour investir, bas salaires pour être compétitifs, débouchés grand ouverts au Nord: le Brésil, la Corée et leurs émules s'équipent, développent leurs exportations et leurs marchés intérieurs.

1979: changement de décor. Les élites du Nord ne croient plus en la reprise à crédit. La valeur du dollar s'effondre sous le poids de sa prolifération. L'inflation ne masque plus la chute de la rentabilité. Et c'est le choc monétariste, la fermeture des robinets du crédit, l'attaque généralisée contre les compromis qui garantissaient les revenus salariaux. Et c'est la seconde phase, phase de destruction que les néolibéraux espèrent "créatrice". Phase qui s'achève au bord du gouffre, à l'été 1982, devant la perspective d'un effondrement conjoint du Nord et du Sud: du Nord où s'étend la récession, le Sud qui voit se fermer ses débouchés alors que bondit le coût du service de sa dette.

S'ouvre alors, par une baisse brutale des taux d'intérêt et le creusement des déficits budgétaire américains, la troisième phase, nouvelle phase de reprise à crédit. Elle va aussi durer 5 ans. Mais elle diffère largement de la première. De nouveaux rapports s'expérimentent dans la nature du lien salarial, dans l'organisation du travail. Ils divergent profondément, de la Suède aux USA en passant par le Japon ou l'Italie. "Brésil des années 80", les USA ont parié à fond sur le libéralisme, la polarisation sociale, la stimulation de la

demande par les commandes militaires, l'achat à crédit de biens d'équipement étrangers. Le salaire moyen est ramené au niveau de 1962, un tertiaire de pays sous-développé prolifère au service des "yuppies": remplisseurs de paniers, gardiens de parking, etc..., créant ainsi des millions d'emplois de domestiques collectifs. Mais au prix d'un déficit commercial, qui tire l'expansion de l'Europe, du Japon, des N.P.I. d'Asie.

Ici se développe le schisme entre les docteurs -"c'est reparti" et les prophètes du "ça ne peut pas durer". Argument des premiers: l'électronique est en train de nous sortir de la crise, maintenant que sont levées les contraintes sociales, que l'inflation est vaincue. D'ailleurs les profits remontent, et la bourse suit. Argument des seconds: la bourse monte parce que les taux d'intérêt baissent et qu'elle s'auto-intoxique, le dollar monte parce que les USA empruntent des dollars qu'ils n'émettent plus, les prix sont tenus parce que les coûts salariaux baissent. Mais même les succès remportés ici et là (au Japon et partiellement en Europe) dans le dépassement de la crise du taylorisme ne peuvent porter leurs fruits si un accord social, de dimension internationale, n'assure pas des débouchés réels autre que le déficit américain. Déjà, la marée protectionniste traduit le refus du Nord d'accepter le remboursement de la dette du Sud (nécessairement en marchandises), que sera-ce quand les USA devront rembourser ?

Dès 1985, la question est ouverte. Comme la France de

Mauroy, les USA essaient d'abord de rétablir leur compétitivité en dévaluant (mais énormément). Sans effet. Les déficits se creusent, les USA empruntent de plus en plus, poussant à la hausse les taux d'intérêt.

La spéculation boursière crève alors comme une bulle: à l'évidence, il faut passer à une "phase IV", l'organisation de la récession US. Le "miracle reaganien" est fini, le mirage néolibéral aussi. Pas vraiment de quoi se réjouir. Car les Golden Boys et les Yuppies risquent fort d'entraîner leurs fournisseurs, coréens, brésiliens, ou européens, dans leur chute. Ce n'est "que" le retour à 1982: mais ce fut une année terrible.

A quelque chose toutefois malheur est bon: le libéralisme débridé, guerre de tous contre tous, s'est retourné contre ceux là-même qui croyait "gagner". L'heure est peut être revenue des accords négociés, entre les groupes sociaux, entre les nations. Comment produire ? Combien ? Quoi ? Pour qui ? Quels principes nouveaux pour l'organisation du travail ? Pour le partage des gains de productivité ? Pour la stabilisation des revenus ? Pour l'équilibrage des rapports internationaux ? Mais il faudra d'abord solder le passé, annuler les énormes dettes accumulées. Ultime ironie: les USA vont peut-être rejoindre, avec armes et bagages, le "club des débiteurs" !

Alain LIPIETZ

(Economiste,

auteur de Mirages et miracles, La Découverte)